

L'ADDIP communique. 16/12/2008. Groupe National Ours : vers la rupture définitive ?

Après la fronde pyrénéenne subie par la ministre de l'Ecologie lors du premier « Groupe National Ours » en juin dernier, le Ministère persiste et remet le couvert. Les invitations sont lancées pour ce jeudi 18 décembre à Toulouse, en Préfecture de Région. Dans les conseils généraux, associations et chambres d'agriculture, nous ne sommes pas dupes, même si depuis le premier « GNO » le Ministère a élargi le nombre de convives. Le menu, lui, n'a pas varié : il s'agit bien « de mettre en œuvre le plan ours », et de lui prévoir une suite après 2009. L'ADDIP et les associations pyrénéennes s'y refusent :

1/ Nous n'avons jamais accepté le Plan-ours 2006-2009 pour lequel les Pyrénéens n'ont jamais été écoutés. Nous n'avons jamais été consultés sur la DECISION d'importation d'ours slovènes, mais seulement sur les MODALITES d'organisation de cette opération.

2/ nous exigeons la dissolution du GNO et l'arrêt du plan de restauration.

Nous n'avons donc aucune raison de participer à sa mise en œuvre et à son évolution.

Le Ministère ne pourra essuyer un second échec à Toulouse sans prendre les décisions qui s'imposent : mettre raisonnablement un terme au plan ours 2006-2009, série de maladresses et de visions simplistes de la complexité qui ont plongé les Pyrénées dans un bien inutile conflit. L'Etat a ignoré la réalité du massif pour satisfaire une opération politico-médiatique sans précédent. Nous avons bien d'autres propositions pour un développement durable de notre territoire : « enes Pirineus, volem decidir ».

Une ourse tuée sur la route, un autre blessé par un minibus, un troisième qui reçoit une balle dans la patte, une quatrième agresse un chasseur, le budget ours culminant à plus de 2 millions d'euro par an, l'Espagne qui envoie la facture pour les ours qu'elle n'a pas demandés : la colère des Pyrénées, comme l'ours, traverse la frontière ... Les événements dérapent, le Ministère s'enfoncé dans les difficultés. La secrétaire d'Etat ne répond plus à la presse, et ne se déplacera pas à Toulouse.

L'ADDIP et les associations pyrénéennes viendront devant la Préfecture expliquer pourquoi nous refusons de siéger au GNO. Une délégation du gouvernement et de la population du Val d'Aran fera le déplacement. Ensemble, nous présenterons le MANIFESTE DES PYRENEES, déjà ratifié par plus de 50 signataires territoriaux, agricoles, associatifs et culturels français et espagnols :

« Aux portes du XXI^e siècle, à l'entrée du troisième millénaire, nous, habitants des Pyrénées, voulons continuer à oeuvrer à la conservation de nos montagnes, mais nous voulons que cette conservation soit aussi celle de notre façon de vivre, celle de notre culture et de nos traditions. Car en effet, sans la présence active de leurs habitants, de leurs éleveurs, de leurs troupeaux, de leur culture, les Pyrénées seraient irrémédiablement conduites à perdre leurs caractéristiques essentielles. »

« Nous voulons et demandons qu'à l'avenir les principes de la biodiversité soient abordés dans une perspective globale de la réalité de nos montagnes, en tenant compte des facteurs environnementaux, sociaux, et économiques, afin d'assurer un développement durable sous tous ses aspects, et pas uniquement sous l'angle d'espèces emblématiques. »

Nous remettrons le MANIFESTE des PYRENEES au Préfet de Région, en même temps que notre RAPPORT sur les mensonges de l'administration française. La gravité de son contenu pourrait mener l'Etat à devoir répondre de la conduite de ce dossier devant la Cour Européenne de Justice.

Rendez-vous jeudi 18 décembre 2008 devant la Préfecture de Région, place Saint Etienne, à Toulouse, à partir de 14H30. Réunion GNO à 15H00.

*P.S. : Dans l'agitation des courses de Noël et des soucis de cette fin d'année, nous invitons le public toulousain à une « pause Pyrénées » : éleveurs, maires, habitants des villages montagnards, responsables professionnels ... nous répondrons à toutes vos questions, et vous ferons goûter quelques bonnes choses de nos vallées :
Le patrimoine pyrénéen, version ... à manger. **Contact Magali Boniface 06 30 29 90 86***